

gouvernement a été le principal employeur des diplômés; il en a engagé près de 650. Combien en engagera-t-il cette année? Au plus 250 étudiants dans l'ensemble du Canada. Pourquoi ce fléchissement au moment précis où nous devrions tout faire pour trouver des emplois au plus grand nombre possible de nos étudiants. J'espère qu'on ne nous dira pas que l'argent manque. Si le gouvernement n'avait pas dissipé étourdiment une partie de ses fonds, il aurait l'argent voulu pour procurer de tels emplois.

Examinons un ou deux cas. Premièrement, le Centre national des arts d'Ottawa devait coûter 9 millions, mais il en coûtera 50—40 millions de plus qu'on n'avait prévu. Si on accordait cette année aux étudiants des emplois commandant un salaire de \$1,000, ce serait pour eux une manne véritable, car avec ces 40 millions, nous créerions 40,000 situations. Imaginez. Et les frais de fonctionnement du bureau du premier ministre, qui ont augmenté de quelque \$200,000...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je dois interrompre le député car son temps de parole est expiré—à moins qu'il ait la permission de parler plus longtemps. La Chambre y consent-elle?

**Des voix:** D'accord.

**M. Hales:** Je vous remercie. Ce sujet m'est cher et j'aimerais le développer davantage pendant un instant ou deux. J'allais dire que si l'on avait affecté à des emplois pour les étudiants le montant supplémentaire accordé pour l'administration du bureau du premier ministre, 200 étudiants auraient obtenu des postes à \$1,000 chacun.

L'industrie, elle aussi, embauche moins d'étudiants. Cela s'explique en partie par l'évolution des techniques, des produits fabriqués et de la structure de bon nombre d'industries, particulièrement dans le secteur tertiaire. Mais il s'agit là de changements dont les autorités ont connaissance depuis quelque temps. Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. MacEachen) et le ministre du Travail (M. Mackasey) les connaissent depuis longtemps et ils auraient dû prendre des dispositions pour résoudre nos difficultés actuelles. Cette année il y a moins d'employeurs et moins d'emplois. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Le gouvernement a échoué de façon lamentable; il n'a pu répondre aux aspirations de notre jeunesse ardente. Nos dirigeants se sont gargarisés de questions banales, de dialogues et de promesses. Ils se sont construits de nouveaux bureaux, se sont entourés d'un personnel nombreux comprenant des candidats défaits, et ont accordé des

[M. Hales.]

hausse de traitement très intéressantes à leurs hommes clé. Et tout cela, alors que nos jeunes gens se chercheront des emplois l'été prochain, emplois qui leur reviennent de droit.

• (3.50 p.m.)

Entre-temps, nous avons vu notre industrie de la pêche faire faillite, le grand flot de nos exportations de blé canadien réduit à des sorties au compte-gouttes; en outre, la fiscalité va sonner le glas des fermes et entreprises familiales qui se débattent encore. On a aujourd'hui déposé les modifications proposées à la loi de l'impôt sur les biens transmis par décès qui aideront peut-être la situation, mais on ne l'a fait qu'à la suite des pressions exercées par l'opposition, la presse et le public en général. Soit dit en passant, je suis heureux de voir que le ministre des Finances est maintenant à la Chambre.

Les difficultés d'ordre pratique peuvent être surmontées par une politique judicieuse. Toutefois, les gouvernements libéraux ont beaucoup promis à nos jeunes gens, mais il ne leur ont pas donné grand-chose. Ainsi, il y a environ six ans, le premier ministre d'alors, le très honorable M. Pearson, a dit que les étudiants canadiens devraient avoir la chance de bénéficier de 10,000 bourses de \$1,000 chacune. On a fait la même promesse lors de la campagne électorale suivante. Une partie de cet argent devrait sûrement pouvoir servir à surmonter le problème du chômage d'été.

En terminant, j'exhorte la Chambre à considérer enfin la population comme se composant d'êtres humains et non de chiffres qu'on peut aligner ou reporter à volonté dans un registre. Qu'on songe d'abord à nos jeunes gens. La meilleure façon de commencer serait d'établir un programme pratique et efficace pour les jeunes Canadiens en quête d'emplois. Je n'hésite pas à appuyer la motion de défiance dont la Chambre est saisie.

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir participer au débat sur la motion et son amendement, car cela me donne l'occasion d'une analyse en profondeur, d'une discussion sur le programme de logement que le gouvernement actuel n'a pas présenté et sur les politiques qui mèneraient au plein emploi et à la croissance économique.

Vous vous souviendrez qu'hier j'ai parlé de la Commission sur le logement. Certains membres du gouvernement ont senti la moultarde leur monter au nez lorsque j'ai dit que le rapport n'était que supercherie magistrale à l'endroit du public canadien, qu'on avait scandaleusement gaspillé temps, efforts et